

Une théorie imparfaite à la mesure d'un monde imparfait?

Nathan Keyfitz

Volume 5, Number 1, mars 1976

Démographie et problèmes actuels

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/600701ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/600701ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Keyfitz, N. (1976). Une théorie imparfaite à la mesure d'un monde imparfait? *Cahiers québécois de démographie*, 5(1), 5–34. <https://doi.org/10.7202/600701ar>

ATELIER I

ETHIQUE ET DEMOGRAPHIE

Animateur:

Ian Pool
Université Carleton, Ottawa

UNE THEORIE IMPARFAITE A LA MESURE D'UN
MONDE IMPARFAIT?

par

Nathan Keyfitz
Center for Population Studies, Harvard University

Jusqu'à présent la démographie a obtenu ses triomphes dans la description des faits; on se vante avec raison de statistiques de plus en plus détaillées et exactes. Les mouvements des populations, ainsi que leurs taux de natalité et leurs probabilités de décès sont plus parfaitement mesurés chaque année. Il existe toujours de grandes lacunes; les taux de natalité pour l'Afrique en sont un exemple, mais on fait des efforts pour établir et pour améliorer les fichiers d'état civil. En attendant, tandis que ces systèmes ne s'établissent qu'au long de plusieurs générations, des méthodes provisoires d'estimation ont été inventées qui donnent au moins des ordres de grandeur de ces mesures.

Là où la démographie a moins réussi, par contre, c'est sur le plan de la théorie. Elle est insuffisamment structurée pour la compréhension des événements démographiques courants. Comme démographes, nous sommes enchaînés comme les hommes du septième livre de la République; nous voyons devant nous toute la confusion d'un monde en pleine activité, des hommes se reproduisent et meurent, se marient et divorcent, forment des familles et se déplacent de maison en maison, de pays en pays. Platon, en voyant notre situation professionnelle dirait que plus nous observons et plus nous accumulons de données, moins nous comprenons ce qui se passe sous nos yeux et moins la possibilité d'établir une vérité démographique nous est offerte. Nous nous confondons sur les faits, dirait Platon. Enfin, il nous dirait que la preuve de cette confusion se trouve dans nos échecs de prévision. Aucun démographe ne serait d'accord. Nous

invoquerions au moins que les faits nous rattachent par des liens précieux au monde réel, et encore qu'ils stimulent l'imagination; enfin que s'il existe une façon de concevoir des théories, c'est bien en examinant et en réfléchissant sur les faits. Et, tout en refusant de soutenir nos hypothèses, les faits nous protègent contre les fausses théories. Mieux vaut fermer les yeux devant une théorie fausse ou incomplète que de l'utiliser sans réserves. Comme démographes, nous avons un grand nombre de données pour nous protéger de cette manière. Nous en avons peut-être trop: au lieu d'amener à une théorie les données que nous possédons en telle abondance, nous leur permettons de soulever des contradictions à n'importe quelle théorie provisoire.

En effet, nous disposons de théories de deux sortes: une étroite et exacte, l'autre plus large et relativement vague. Les théories étroites traitent avec précision des aspects mathématiques qui ne sont pas sans importance, mais qui ne correspondent guère aux grandes inquiétudes publiques de nos jours. Les théories plus étendues traitent de choses d'une importance incontestable, mais d'une manière si imprécise que l'on distingue à peine les apports des démographes de ceux des biologistes, des discussions des écrivains concernés, et même des contributions de journalistes. Voici quelques exemples qui soulignent la distinction entre ces deux genres de théories.

La théorie exacte mais étroite

Là où nous sommes forts en tant que démographes, c'est non seulement dans la collecte de données, mais aussi dans la construction de relations théoriques entre les variables démographiques. Les exemples sont nombreux. Si une population s'accroît, elle aurait à n'importe quel moment une proportion faible de vieillards. Une population stationnaire a, en général, moins de femmes d'âge fertile qu'une population croissante. Un moyen anti-conceptionnel d'une

efficacité de dix pour cent, c'est-à-dire qui diminue la probabilité de concevoir - objectif de toute méthode contraceptive - de dix pour cent, ne produirait qu'une diminution bien moindre des naissances. Nous connaissons suffisamment nos variables pour savoir qu'une baisse soudaine du taux net de reproduction à l'unité, où chaque mère a une fille qui survit jusqu'à l'âge fertile, ne produit pas immédiatement une population stationnaire. L'étude de la composition par âge indique que les populations opposent une certaine inertie et que, pendant un demi-siècle, la population qui ne fait que se remplacer continue de s'accroître jusqu'à ce qu'elle ait ajouté près de 70% à son effectif avant d'atteindre un état stationnaire.

Chaque exemple représente une relation réciproque entre les variables. La composition par âge et le taux de natalité sont des variables de la macro-démographie; la probabilité de concevoir est une variable de la micro-démographie. Nous ne sommes guère à même de lier les grands faits de la macro-démographie aux faits individuels de la micro-démographie, mais demeurons-en là. Il y a de plus grandes difficultés.

La théorie plus large

La seconde sorte de théorie traite de la population en relation avec la société qu'elle incorpore. Non seulement la société est incorporée dans la population, mais, ce qui est plus important, la société détermine l'effectif de la population et ainsi sa propre étendue. Cette relation est fondamentale à la compréhension des accroissements et des décroissements de la population. Par contre, le taux de natalité, variable démographique, est déterminé par des variables d'un tout autre ordre - par exemple les coutumes de mariage, l'emploi des femmes en dehors du foyer, le choix concurrentiel entre les enfants et la consommation, le taux d'impôts, etc. Il faut sortir du domaine démographique pour expliquer les faits démographiques.

*

8

Les organisateurs de ce colloque m'ont demandé de discuter de théorie en démographie. De façon concrète, j'ai construit une théorie, pour l'occasion. Cette théorie est plus simple que celles qui existent dans la littérature, quoiqu'elle ne soit pas sans lien avec ces dernières. Sa naïveté et son manque de relief sont voulus, afin de faire ressortir les caractères généraux d'une théorie.

Théorie du développement démographique, économique, social

La théorie affirme qu'un certain rapport entre population et ressources est requis pour le développement et que les écarts par rapport à ce rapport rendent le développement plus difficile. A mesure que la densité de population croît, de 0 jusqu'à celle que l'on trouve dans la ville de Calcutta, elle passe à un moment donné par un point où certaines modifications dans le mode de production peuvent s'opérer plus facilement.

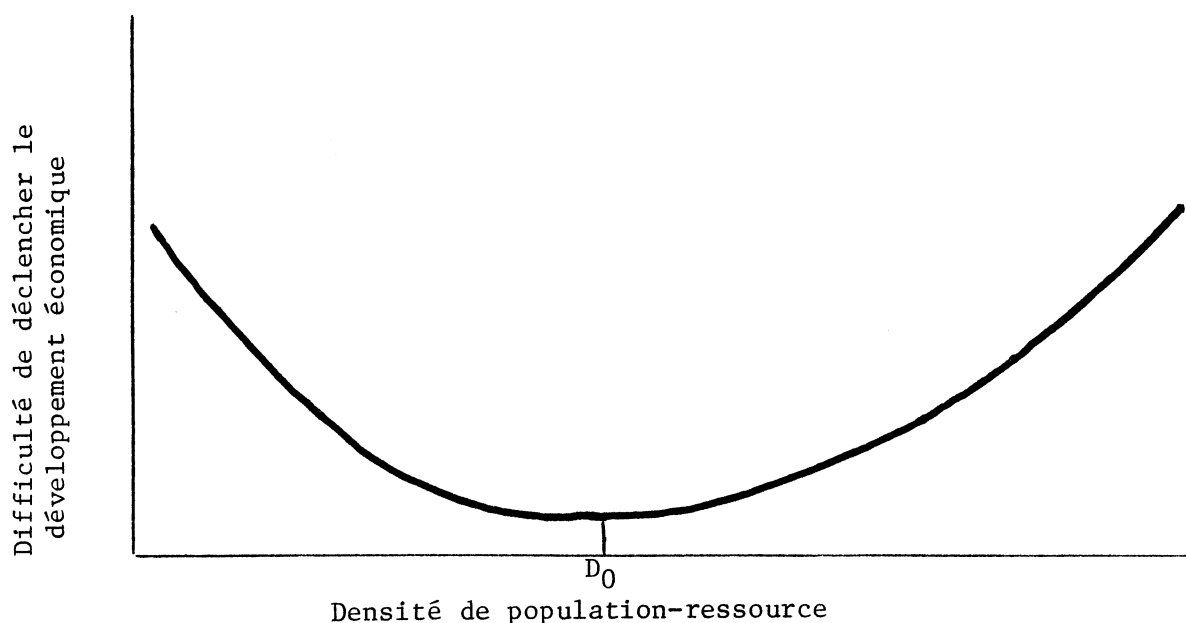
Ces modifications incluent particulièrement un changement qualitatif dans le capital utilisé à la fois en vue de produire des biens pour la consommation courante et pour produire d'autres capitaux. On peut dire que, dans un sens, les ressources naturelles sont converties en capital par un processus indirect utilisant les compétences des travailleurs et des administrateurs et tout capital disponible accumulé précédemment.

La conversion successive des matières premières que sont le castor, le blé et le papier journal a permis au Canada de progresser, les produits de chaque étape étant réinvestis pour constituer le développement canadien que nous connaissons. Si ces matières premières n'avaient pas été exploitées successivement au moment où elles l'ont été, si d'un côté la population avait été trop petite ou trop peu qualifiée ou si elle avait été tellement importante qu'il aurait fallu consommer le produit de l'exploitation, chaque étape subséquente aurait été plus difficile.

* La partie du texte entre les deux astérisques a été traduite de l'anglais.

Le développement n'est jamais facile, mais il est moins difficile à certains moments qu'à d'autres. Ceci dépend de plusieurs facteurs parmi lesquels la population n'en est qu'un. La théorie stipule que, quelle que soit la somme (fixe) de ressources disponibles, quel que soit le stock initial de capital, le développement est davantage susceptible de se produire quand la croissance démographique se trouve à un certain point. Le moment le plus facile pour envoyer une fusée sur Vénus, c'est quand cette planète s'approche de son point le plus rapproché de la terre; plus tôt ou plus tard cela devient plus difficile, quoique pas impossible. Mais comme Vénus et la terre s'approchent l'une de l'autre dans leur orbite, périodiquement, Vénus nous donnera une autre possibilité quelques années plus tard. Une fois passée la population idéale pour le développement d'un pays, la tâche ne peut que devenir plus difficile. Ce que Shakespeare a dit de l'homme s'applique aux nations - quoique notre propos n'en soit pas un d'incitation à un acte de trahison, mais à un développement souhaitable:

There is a tide in the affairs of men,
Which taken at the flood leads on to fortune;
Omitted, all the voyage of their lives
Is bound in shallows and in miseries.



Cette théorie très simple est représentée au graphique ci-dessus. En abscisse se trouve la densité de population mesurée par le nombre de personnes par unité de ressources. Supposons un territoire dont la seule activité est l'agriculture et dont le rendement agricole est uniforme. La densité de population-ressource pourra alors être mesurée par le nombre de personnes au mille carré. En général, les ressources incluent celles du sous-sol en autant qu'elles sont connues et exploitables avec la technologie disponible. Bien que le temps n'entre pas explicitement dans le graphique, il est présent dans la mesure où les populations tendent à s'accroître; avec quelques exceptions les populations qui ont survécu jusqu'à aujourd'hui se situent le long de la courbe de gauche à droite.

Si le rapport ressource-population, en abscisse, n'est pas facilement mesurable, l'ordonnée, représentant le degré de difficultés d'initier le développement, est encore moins accessible. On nous dit que le Bengla Desh a des problèmes qui sont plus graves que ceux de l'Inde; l'Inde de son côté possède de moins bonnes chances que l'Indonésie; l'Indonésie moins que l'Iran; l'Iran moins que le Canada. La théorie stipule que la densité ressource-population a un certain lien avec les différences de niveaux de développement dans ces pays. Un indicateur possible pour la variable "difficulté" serait la fraction de pays ayant une densité donnée qui ont en fait atteint un certain seuil de développement.

Tout ce que la théorie prétend, c'est qu'une certaine densité favorise le développement, tous les autres facteurs étant égaux par ailleurs. Le facteur population peut être compensé par une meilleure organisation, par une concentration plus grande de l'autorité, une idéologie plus propice à la mobilisation des citoyens, plus de travail, un sacrifice plus grand de consommation courante... Les inhibitions provenant d'une subordination coloniale ou d'un groupe dominant de propriétaires ne sont pas à négliger. Mais dans le cas où ces

conditions existent, le facteur population, tel que représenté au graphique 1, agit sans retour. Il existe une théorie marxiste de la valeur du travail; plus tard, on a élaboré une théorie du capital qui ne tient pas compte du facteur travail. Les deux perspectives sont arbitraires et nous sommes au moins justifiés de voir où une théorie de la valeur des ressources peut nous conduire.

Une fois que la densité optimum D_0 est dépassée et que le moteur du développement ne s'est pas mis en marche pour quelque raison que ce soit, plusieurs types de compensation sont possibles et des changements peuvent encore se produire. Le gouvernement peut devenir plus autoritaire et s'engager dans la construction de projets; un régime conservateur, orienté vers les propriétaires, peut céder la place à un régime plus orienté vers la production. On peut se représenter la chose comme une course où souvent les étapes de la modernisation de la structure sociale suivent l'accroissement démographique sans jamais le rejoindre. Un effort est requis et, plus le point optimum est dépassé, plus la vigueur de cet effort devra être considérable.

Application au Canada et à l'Indonésie

Et le Canada et l'Indonésie sont richement pourvus de ressources: pétrole, minéraux métalliques, forêts et terres agricoles. Mais des différences énormes existent et persistent dans leur revenu; le revenu per capita du Canada est quinze fois plus élevé que celui de l'Indonésie. Des personnes dorment dans les rues de Djakarta; les Canadiens les plus pauvres ont maisons, vêtements et nourriture: les Canadiens jouissant d'allocations de bien-être vivent beaucoup mieux que tous les Indonésiens, sauf les plus riches.

D'un point de vue statique, la raison de cette différence est que la population du Canada représente moins de 1/5 de celle de l'Indonésie et que, si les ressources étaient égales, une répartition simple de celles-ci parmi les individus des deux pays rendrait les

Canadiens plus de 5 fois plus riches. De fait, les ressources de l'Indonésie ne sont probablement pas égales à celles du Canada, mais il n'est pas nécessaire de tenter d'établir le rapport exact. Cette tentative devrait inclure l'évaluation comparée des forêts tropicales et des forêts tempérées; d'un climat trop chaud et d'un climat trop froid; du bauxite indonésien et de l'uranium canadien; des réserves de pétrole inconnues de la mer de Java et de celles de l'Arctique, ainsi que d'autres matières qui sont soit intrinsèquement incommensurables, soit encore mal évaluées.

Digression sur la trajectoire du progrès

Présenter le sujet de cette façon implique que les ressources sont des biens nationaux, d'un type qui peut être simplement divisé parmi les citoyens d'un pays, chaque individu prenant sa part. Les biens peuvent en effet être vendus sous forme de combustible ou de blé et les revenus utilisés pour acheter des biens de consommation. Un pays non surpeuplé peut utiliser ses ressources de cette façon; les Canadiens pourraient vendre leurs biens à l'étranger et vivre du produit. Les ressources seraient extraites sous contrôle américain, avec la main-d'oeuvre européenne et asiatique, et les Canadiens vivraient de ces revenus à Vancouver, en Floride ou dans un autre endroit agréable! Même si certains Canadiens ont accusé leurs concitoyens d'agir et de penser comme des rentiers de luxe jouissant des prix élevés des ressources agricoles, forestières et minérales, ce point de vue statique ne semble toutefois pas être dominant.

Vivre en vendant les produits naturels est une option de l'alternative; l'autre option est de vendre les produits en échange du capital nécessaire à la stimulation de l'industrialisation. Un pays avec un faible rapport population-ressource peut choisir l'une des deux. La balance commerciale du Canada montre une importation importante de capitaux, et ces importations, de même que l'équipement produit sur place, amènent la création d'une industrie secondaire. Le capital peut être rendu disponible sans sacrifice en

partie parce que la population est clairsemée par rapport aux ressources négociables. Mais ici, comme dans tout pays riche en ressources, une opposition existe entre ceux qui voudraient transformer les ressources en capital industriel et ceux qui voudraient les transformer en biens de consommation.

Comment la théorie est incomplète

Ce qui précède expose les prémisses d'une théorie du développement mettant en relief les pôles population et ressources. Sur terre le peuplement initial était clairsemé et, par la suite, la plupart des régions se sont peuplées. Parallèlement à l'accroissement démographique, le développement s'est produit à certains endroits mais non dans d'autres; on explique cette diversité par le fait qu'une certaine densité convient à un tel type de développement. Il faut un certain nombre de personnes pour accomplir diverses tâches, pour assurer une réserve de talents de laquelle peuvent surgir les techniciens et les entrepreneurs et pour constituer un marché intérieur. Aller au-delà de ce nombre mène à la rareté des ressources et diminue les chances d'épargne. Les pays qui ont dépassé cette densité souhaitable et dont la population a continué à augmenter sans subir de transformations ont plus ou moins perdu leur chance d'une industrialisation relativement facile. Une telle théorie démographique du développement ne peut être démontrée qu'en supposant égaux les autres facteurs.

Nous savons qu'une dictature dynamique, impitoyablement axée vers le développement, peut accomplir des choses remarquables malgré un mauvais rapport population-ressources. Voici l'exemple d'un peuple particulièrement ingénieux: Hong Kong est surpeuplé et, sauf pour le poisson, n'a pratiquement aucune ressource; pourtant ceci est compensé par une combinaison unique d'administrateurs, de type britannique, d'entrepreneurs intelligents qui ont fui Shangai et Canton et de main-d'oeuvre industrielle. Même le seul

travail, sans terre et sans capital, devrait être capable de compenser un rapport défavorable. Nous savons que les Taïwanais assemblent des pièces électroniques pour les appareils de télévision japonais. Le Japon lui-même s'est d'ailleurs développé en utilisant sa main-d'oeuvre faiblement payée à fabriquer des espadrilles à bon marché, des textiles, et d'autres biens, et ceci largement avec des matières premières importées.

La question est de savoir si le progrès de la technologie a été tel qu'il a empêché l'Inde de vendre des textiles à bon marché, comme le Japon l'a fait. Le soleil et la main-d'oeuvre à bon marché de Java ont attiré les capitaux hollandais et autres pour la production du caoutchouc; cette utilisation de la main-d'oeuvre a été sérieusement menacée par l'apparition du caoutchouc synthétique. L'apparition de matières synthétiques, dans plusieurs domaines, est un exemple des avantages croissants des pays déjà développés; ils font partie d'un ensemble de facteurs qui handicapent les pays restés pauvres. L'avantage relatif de l'Indonésie a été le travail intensif; mais, dans la mesure où les synthétiques à meilleur marché sont maintenant disponibles, cet avantage devient un obstacle: dans plusieurs secteurs de production qui ont déjà été importants il serait nécessaire que les salaires tombent en-deçà du minimum physiologique afin de maintenir la concurrence.

Dans quelles circonstances une main-d'oeuvre non équipée peut-elle attirer du capital et des ressources; quel niveau intermédiaire de technologie peut être trouvé afin de la rendre productive; dans quelles mesures de nouveaux secteurs de production apparaissent-ils aussi vite que les anciens ne disparaissent vu l'évolution de la technologie; ce sont là des questions empiriques.

Notre théorie n'est pas complète dans la mesure où elle ne dit pas pourquoi certains pays ont raté leur occasion de se transformer sans difficulté importante. Certains chercheurs évoquent

le puritanisme pour expliquer les taux élevés d'épargne, le travail considérable et l'efficacité de l'organisation; d'autres expliquent l'avènement des pouvoirs coloniaux et la régression des colonies par un concept d'exploitation basée sur la force. Le facteur démographique se superpose à des éléments tels que ceux-là. Lorsque les autres facteurs, en plus des ressources, sont introduits, il y a une situation plus propice au développement. Si les autres éléments (sociaux, psychologiques, politiques, religieux, etc.) étaient fixes pour un pays donné, le facteur population serait décisif. Le fait que ces autres éléments ne soient pas fixes n'enlève cependant pas son importance au facteur population.

Toute tentative de ne répondre à des questions importantes que par des considérations démographiques appelle des nuances. De tels efforts ne peuvent que faire appel à d'autres sortes de considérations. La théorie selon laquelle il existe un moment optimum pour le développement, mais que ce développement ne se produit que si les autres circonstances sont favorables (sinon l'élan est perdu et le développement exige un prix sans cesse croissant) laisse plusieurs questions sans réponse: a) quelles sont les circonstances favorables? b) pourquoi certains pays ont-ils profité de l'occasion, d'autres pas? c) quel type de coûts additionnels doit être payé, à mesure que la population continue à augmenter et que le pays s'éloigne de plus en plus du moment optimal du développement? De par leur nature, ces questions soulèvent des considérations techniques, économiques, sociales etc...

Nous avons donc une théorie démographique qui est cohérente, plausible, possède un certain fondement empirique mais s'avère très incomplète. Son caractère incomplet est le fait de toute théorie issue d'une seule discipline et confrontée avec un monde réel qui ne respecte pas les frontières des disciplines faites par l'homme. Mais il existe également des difficultés spécifiques provenant de la valeur largement méconnue de l'étude de la population. Ce sont ces difficultés que nous allons maintenant examiner.

Certaines relèvent d'autres disciplines. Le fonctionnement des marchés dans un contexte d'inégalité des ressources fait partie des sciences économiques. La propension éventuelle à la dictature sous la pression de la population fait partie des sciences politiques. Les circonstances sous lesquelles la pression démographique stimule l'amélioration de l'agriculture et des autres secteurs de l'activité économique ont été étudiées par des économistes (Hirschman), par des sociologues (Durkheim) et par d'autres. Quant aux perspectives de changement dans la nature et l'accessibilité des ressources agricoles, changements qui modifieraient profondément le rapport population-nourriture, ce sont des questions qui relèvent de l'agronomie.

Diversité contemporaine des pays

Quelles que soient les raisons pour lesquelles certains pays ont dépassé la population optimale sans s'être engagés dans la voie du développement, nous trouvons maintenant dans le monde des pays qui ont raté leur meilleure chance; maintenant ceux-ci font apparemment face à des coûts plus élevés. Peu de gens aimeraient vivre sous le régime chinois actuel, bien que le progrès matériel de la Chine ne puisse être qu'envié par l'Inde. Une comparaison des deux pays montre que, devant des densités au-delà de l'optimum, le prix du développement pourrait être des régimes politiques très autoritaires.

Ce que nous savons, c'est qu'une fois le développement commencé, la création autonome de capital peut compenser le manque de ressources. Des pays densément peuplés comme la Hollande et le Japon peuvent continuer à s'enrichir, bien que leur pauvreté en ressources donne à leur prospérité un caractère fragile dont le Canada est épargné. Afin de comprendre les pays pauvres et riches à l'intérieur de la même théorie démographique, nous devons étendre le concept de densité et utiliser le rapport de la population à la totalité des ressources naturelles et du capital humain. Quand les pays du monde sont situés sur une échelle "population-ressources plus capital" le Bengla Desh doit se retrouver à un bout et le Canada à l'autre.

Le Canada se situe à peine au niveau du remplacement de population, alors que le Bengla Desh possède des taux de natalité bien au-dessus de 40 pour mille, qui vont probablement faire doubler la population dans les trente prochaines années à moins qu'une famine massive n'intervienne. Le pays qui profite de la chance de se développer apprend d'ailleurs à contrôler la croissance de sa population; celui qui laisse passer l'occasion conserve des taux de natalité élevés et ceci en soi réduit de plus en plus les possibilités. Les familles agissent comme si elles avaient besoin de plusieurs enfants pour compenser les faibles revenus de chacun. Ceci s'observe particulièrement quand pauvreté et haute mortalité se combinent, mais semble persister à un moindre degré après que la mortalité ait commencé à régresser. L'effet collectif est d'assurer le maintien de la pauvreté.

La conclusion principale qui se dégage de la courbe de la figure 1 est que la diversité des conditions économiques parmi les pays à un moment donné est considérable et sujette à s'accroître. Ceci contraste avec d'autres théories plus optimistes. Il existe un modèle de diffusion, selon lequel la technologie se communique des pays plus avancés vers les autres ce qui entraîne une convergence. Il en serait de même d'un modèle de stabilité selon lequel les pays seraient soumis à des tensions internes, selon leur pauvreté, qui les amèneraient à se développer. Certes les forces de diffusion et les forces de stabilité existent, mais le poids opposé de l'excès de population semble suffisamment puissant pour les empêcher d'agir.

L'examen approfondi de la figure 1 conduirait à conclure à l'existence de disparités entre les pays et dans la mesure où l'on peut observer de telles disparités, la théorie semble bien empiriquement vérifiée.

La réaction des marchés face à l'inégalité des ressources

Individus ou nations pourvus de manière identique n'auraient aucune raison de faire du commerce; tout échange suppose un certain avantage pour l'un et l'autre des partenaires. Mais si les conditions sont trop inégales, l'échange devient improbable. Supposons un pays, avec tout juste assez de terre pour faire survivre sa population, et qu'un nouvel accroissement de population s'y produise. Si la population ajoutée n'a pas de terre, de qualifications, rien qu'elle puisse échanger, cette population est perdue. La théorie des avantages comparatifs montre que même la pauvreté peut être un atout dans le commerce international, mais ceci n'est vrai que jusqu'à un certain point.

Pour que la théorie soit valable, l'on doit reconnaître non seulement les avantages comparatifs mais certaines différences entre le travail et d'autres facteurs. L'autonomie politique et la résistance à l'exploitation fixent des limites à la seule utilisation du pouvoir de travail. En Birmanie et dans d'autres régions d'Asie, quand survient une famine, certains individus se vendent en esclavage; ceci est une solution qui ne peut plus être employée maintenant. Le niveau de la technologie dans le monde développé peut être tel qu'il ne soit pas rentable d'utiliser la main-d'oeuvre non qualifiée du Bengla Desh pour transformer les matières premières importées en produit exportable, même en payant des salaires minimum, c'est-à-dire juste ce qu'il faut pour maintenir en vie l'organisme humain. A cause du progrès technologique dans le monde développé, l'exploitation des hommes n'a plus la même dimension qu'elle avait dans la période coloniale. La condition des exploités était certes malheureuse mais présentement un niveau encore plus misérable de condition humaine a émergé: la personne qui n'est pas exploitable.

Dans l'égalité complète, le commerce n'est pas possible et, quand une société est dans une pauvreté extrême face à une autre caractérisée par sa technologie avancée, le commerce n'est pas possible non plus.

La question de savoir à quel moment, entre ces deux situations extrêmes, l'échange commercial devient possible est empirique. Il faut certaines différences entre les partenaires mais quelles sont les limites possibles des différences. Cette question est d'une importance capitale dans un monde où le mécanisme développement-population tel que décrit ici conduit à des disparités croissantes entre les nations.

Revenu monétaire et biens nécessaires

Un aspect de ces disparités est que la différence économique qualitative entre les nations devient telle que la notion même du revenu mesurable en terme d'argent ne permet plus de comparaison. Nous pouvons affirmer que le revenu per capita du Canada a représenté les 4/5 de celui des Etats-Unis et que présentement il tend à l'égaliser; une telle affirmation a un sens, malgré certaines différences de consommation et de distribution du revenu entre les deux pays. Mais, à des niveaux de subsistance, le choix est tellement limité que la comparaison des revenus monétaires apparaît comme un luxe, car cette comparaison est sous-jacente à l'hypothèse de la capacité individuelle de comparer les biens. Dans une région frappée par la famine une verge de coton ne vaut pas quarante livres de riz. Le choix n'existe pas pour des populations vivant dans une pauvreté extrême. Eux, comme nous, savent exactement ce qu'ils veulent et dans quel ordre: d'abord de la nourriture, puis un minimum de vêtements et ensuite un logement. Même du point de vue alimentaire nous pouvons spécifier l'ordre des priorités: d'abord les céréales (tel que le riz ou le blé qui fournissent le carburant à l'organisme), ensuite les protéines (peut-être sous forme de fèves, qui développent et maintiennent l'organisme). Les variations culturelles et les préférences individuelles ne deviennent importantes qu'une fois satisfaits les besoins essentiels.

Pour ceux qui sont menacés de malnutrition et de famine, le marché offre peu de consolation. Chez les riches, qui préfère une automobile plus luxueuse, qui un chalet d'été, qui un voyage. Permettre le choix des biens à nos voisins - et le réclamer pour nous-même - est un élément important du concept de liberté et, à ce titre, est valorisé. La liberté d'échange s'est située au centre de la tradition libérale des pays riches et a été un facteur important dans leur développement.

Dans un contexte de revenus différentiels entre les participants du marché et dans un monde où l'accès aux ressources présente des variations importantes, l'échange commercial peut prendre des formes particulières. Certains pays s'approchent de la densité optimale pour le développement, avec des ressources substantielles par rapport à leur population; d'autres ont raté leur meilleure chance, il y a très longtemps, et se démènent pour concilier population exubérante et ressources inadéquates; d'autres enfin se sont développés et ont d'importantes réserves de capital.

Un exemple a été suggéré par Alfred Sauvy qui a vu que le bétail de l'homme riche peut prévaloir sur le pauvre et ses enfants dans la consommation de blé. Il s'agit là d'une situation déplaisante, mais qui pourrait empirer. De la façon dont les prix évoluent actuellement, on peut concevoir qu'il s'avèrerait profitable de transformer le blé en alcool pour l'automobile de l'homme riche! Dans un régime de libre échange, les propriétaires d'un pays pauvre peuvent exporter le blé, alors que leurs concitoyens meurent de faim. Nos animaux domestiques consomment ce qui serait une nourriture de haut niveau dans la région du Sahel.

Les pays densément peuplés sont-ils moins favorables aux échanges commerciaux parce qu'ils comprennent intuitivement ces possibilités? On a dit que le point de vue libéral suppose un rapport élevé des ressources à la population (Potter, 1954).

Dans des situations extrêmes, la démocratie au niveau politique apparaît aussi inefficace que le libéralisme économique. Une solution est le gouvernement autoritaire corrompu, ce qui n'est pas une amélioration réelle par rapport à un gouvernement démocratique inefficace. Des raisons politiques dans certains pays s'ajoutent aux raisons économiques pour expliquer l'absence de progrès. Encore une fois le fait de dépasser le moment optimal pour faire démarrer le développement économique conduit un pays vers des difficultés politiques croissantes.

Ainsi les obstacles à la fois politiques et économiques au développement s'intensifient avec l'accroissement de la densité, et des changements profonds, comme la démocratie et la liberté de l'entreprise économique, deviennent moins acceptables, parce que ceux-ci sont sans doute moins efficaces. Avec l'accroissement de la densité, la planification détaillée remplace des arrangements plus souples et la lourdeur bureaucratique est telle que cette planification devient un handicap supplémentaire. A cette considération, s'ajoute une difficulté sociale: en l'absence de développement, les femmes n'ont d'autres carrières que la procréation, résultat: la densité de population augmente, ce qui limite encore davantage la possibilité de donner aux femmes un statut dans le monde du travail.

Une hausse des salaires aide au contrôle de la population.

"For, in the vast majority of cases, before a rise in wages can be counteracted by the increased number of laborers it may be supposed to be the means of bringing into the market, time is afforded for the formation of... new and improved tastes and habits. ...After the laborers have once acquired these tastes, population will advance in a slower ratio."

Cette citation de Malthus tirée de Principles of Political Economy montre clairement le cercle bénéfique du développement et le cercle vicieux de la pauvreté.

Dans la mesure où les pays pauvres en ressources aspirent à payer leurs importations avec leurs produits manufacturés, apparaît un facteur dynamique que certains pays ont de la difficulté à rencontrer ou même à prévoir. La compétition entre les divers pays en voie de développement commence à jouer un rôle. Avec les prix relativement bas des années 30, le Japon pouvait exporter des textiles et importer du pétrole. A une étape correspondante de son développement, l'Inde aura beaucoup plus de difficultés à en faire autant. Une des raisons est la compétition entre les pays qui tentent de se développer. Le fait que plusieurs pays font un effort afin de payer leurs importations avec des produits manufacturés influence les prix. Ce qui peut bien être possible au moment de concevoir les plans nationaux de développement devient impossible quand un certain nombre de plans nationaux sont exécutés avec succès. La construction simultanée de manufactures fait diminuer le prix des biens manufacturés.

Un autre aspect de la difficulté croissante du développement est relié non pas à la densité dans un pays particulier mais à l'évolution des ressources et de l'industrie dans le monde. La courbe pour le monde dans son ensemble présente également la forme de la figure 1. A cause de la rareté croissante des matières premières, leurs prix augmentent. Ceci est à l'avantage des pays riches en ressources mais au désavantage des pays pauvres en ressources, soit la majorité des pays du Tiers-Monde. Les espoirs de l'Inde de trouver une solution à ses problèmes de nourriture sont affectés d'une façon désastreuse par l'augmentation des prix des fertilisants, comparativement à ceux des produits que l'Inde peut vendre. Ceci provient du prix élevé des produits à base de pétrole de même qu'aux possibilités limitées de production de fertilisants dans le monde; cette dernière cause de pénurie peut être surmontée, mais la première ne peut que s'intensifier.

Malthusianisme

Cette théorie de la disparité croissante entre pays doit être complétée par des considérations non-démographiques, mais aussi par des considérations malthusiennes. Plusieurs mécanismes agissent contre le processus de développement. Suite aux premiers efforts, les revenus augmentent ce qui peut entretenir une plus grande population. Si le développement économique et l'exploitation des ressources naturelles sont convertis en population, le développement s'interrompt et l'équilibre sera restauré au niveau de pauvreté initial. Cette partie de la théorie a vraiment besoin d'être complétée. La question cruciale est de savoir pourquoi certains pays convertissent leurs ressources en capital et en développement économique alors que d'autres les convertissent en population. La troisième possibilité, celle de les convertir en consommation pour une population restreinte, est une option à laquelle le Canada fait face actuellement.

En ce qui concerne le bien-être, le taux de natalité ne fait aucune différence à court terme mais toute la différence à long terme. Aucune prévention des naissances ne va éviter la famine dans la région du SaËl cet hiver; ce qui est requis c'est le soulagement de la famine en même temps que la prévention des naissances pour veiller à ce que des famines futures soient évitées. La famine actuelle ne sera pas soulagée par la prévention des naissances, mais elle attire l'attention d'une façon spectaculaire sur le problème à long terme.

Les deux unités de décision

Dans le système libéral, la dynamique de la vie familiale représente le déterminant exclusif des naissances. Le fait que l'épouse occupe un emploi ou possède d'autres sources de prestige et de revenus à l'extérieur du foyer devient un facteur capital. Les possibilités d'emploi à l'extérieur du foyer précèdent rarement le développement économique, et sans développement, la famille produit beaucoup d'enfants. La pénurie de nourriture, la famine même, repré-

sentent probablement des freins à la procréation. Par ailleurs, il peut exister des raisons psychologiques pour lesquelles les couples affrontent la famine avec plus d'enfants, dans l'espoir qu'un grand nombre d'enfants donnera à certains la chance de survivre.

L'effet négatif du revenu sur la fécondité n'apparaît que lorsque le revenu a dépassé un certain point. Au-delà de ce point plus la population se restreint, plus l'augmentation du revenu sera considérable; plus l'augmentation du revenu sera considérable, plus le taux de croissance de la population sera lent. Au cours de ce processus, le pays se pave d'autoroutes; les usines et les villes bourgeonnent et s'étendent. Si la science sociale nous apprend quelque chose, c'est bien que ces transformations énormes du paysage et du mode de vie ont effectivement entraîné une baisse de natalité. Les pays comme Taiwan et Hong Kong - qui ont effectivement réussi à se développer - ont également réussi une certaine planification de leur population.

Cependant vouloir appliquer ce principe, c'est-à-dire préconiser le développement dans le but de persuader les personnes de réduire les naissances, c'est utiliser une massue pour tuer un moustique. Ceci devient important quand le développement est considéré comme impossible pour plusieurs des pays qui n'ont pas encore réussi à le déclencher. Les ressources mondiales ne permettront pas un développement universel sur la base du modèle américain. Et même dans les régions du monde où le développement est possible, il est plus probable que la planification de la population va mener au développement plutôt que l'inverse.

Ainsi le processus de formation des familles devra être plus directement influencé par des décisions au niveau national que ce n'est le cas pour la planification des naissances de type libéral. Pour les pays ayant dépassé le point optimal une des façons d'y revenir ou, au moins, de mettre un frein à la vitesse avec laquelle ils s'éloignent du développement, est d'imposer la planification. Il existe un précédent. Le volontarisme n'a pas

exclu les stimulants économiques: nous ne considérons pas que les couples américains sont moins libres parce qu'ils ont à payer des impôts sur le revenu plus élevés lorsqu'ils n'ont pas d'enfants.

Une nouvelle éthique est nécessaire

Etant donné la situation sans espoir du pays qui a dépassé son point optimal et qui devient de plus en plus pauvre, les considérations éthiques qui s'appliquent dans les pays riches ne peuvent pas y être transposées intégralement. De la même façon que le système de sécurité sociale du Canada n'est pas possible en Inde - certes la sécurité sociale du Canada d'aujourd'hui n'aurait pas été matériellement possible il y a une génération - de même les considérations éthiques qui s'appliquent au Canada sont un luxe que le Bengla Desh ne peut pas se permettre. Vouloir maintenir la liberté du choix individuel dans des circonstances où elle aggravera la famine dans les générations suivantes constitue un transfert injustifié d'un système éthique. Cela constituerait une inégalité grossière entre la population d'aujourd'hui et la population future; à ceux qui vivent actuellement serait accordé le privilège de choisir le nombre de leurs enfants, mais au prix d'une famine généralisée plus tard.

Si la morale universelle dit que la misère doit être gardée au minimum permis par la condition humaine son application est très différente selon les contextes du Canada et du Bengla Desh.

Les dilemmes de la planification de la population

Si la maternité et la paternité volontaires, slogan qui a rendu acceptable la contraception à beaucoup de gens, laisse toujours un déséquilibre quelle est l'étape suivante? La taille de la famille doit-elle être contrôlée administrativement, devons-nous exiger que les couples remplissent une formule et la soumettent au guichet d'une agence gouvernementale, qu'ils attendent quelques mois pour ensuite retourner

et constater si leur formule a été estampillée, approuvée ou désapprouvée? C'est ce que nous exigeons de quiconque s'ajoute à la population nationale comme immigrant. Et pourtant un immigrant qui entre aux Etats-Unis à l'âge de 25 ans, son éducation étant complétée et sa vie de travailleur ne faisant que commencer, n'est pas un fardeau comme un nouveau-né.

Ainsi, notre éthique permet aux fonctionnaires de faire des choix parmi les étrangers et nous répugnerions à ce qu'ils fassent des choix parmi les autochtones - décider quels américains peuvent devenir parents ne peut être du domaine administratif. Devons-nous alors permettre à chaque couple d'avoir deux enfants et pas plus? Cette réglementation numérique est analogue à celle que nous connaissons pour le mariage: la plupart des pays fixent à un le nombre de femmes qu'un homme peut avoir en même temps. Et pourtant, le fait qu'un homme ait deux femmes impose moins de contraintes à une communauté qu'un couple qui a quatre enfants. Les membres de la communauté qui subissent les lois contre la bigamie - présentement la majorité - devraient subir une limitation familiale obligatoire, s'il est vrai que la procréation sans restriction fait plus de tort que le mariage sans restriction.

Ou bien devrait-on rendre la limitation cohérente avec les règles du marché libre en donnant à chaque fille pubère deux coupons, chacun lui valant droit à un enfant. On utilise les coupons pour rationner les biens de consommation en temps de guerre et ici il pourrait être permis à la femme de vendre ses coupons ou d'en acheter d'autres et alors le droit aux enfants passerait à ceux qui désiraient le plus être les parents de la génération suivante. Plus précisément, les coupons iraient à ceux qui à la fois veulent des enfants et ont la possibilité financière de leur donner une bonne éducation et une bonne instruction. Le paiement pour l'excédent, i.e. pour plus de deux enfants, devrait être fourni avant la conception plutôt qu'après la naissance. Ici, comme généralement en matière de bien de consommation, un système d'achat à crédit selon lequel une personne pourrait prendre la décision de faire un achat bien avant qu'elle ne doive payer encouragerait l'imprévoyance. Bien sûr, le système de coupons ne

serait qu'un test de prévoyance et d'épargne comme prérequis pour avoir des enfants s'il était nécessaire aux parents d'emprunter le montant requis pour acheter les coupons. Nous possédons des lois restreignant l'achat d'actions boursières à crédit et il devrait en être ainsi pour les enfants.

Ce modèle possède des avantages marginaux. La fille pauvre vendrait les deux coupons au prix élevé qui prévaudrait sur le marché si les enfants sont aussi désirés que le laissent croire les enquêtes auprès des couples mariés. Pour un couple en mobilité sociale ascendante, l'argent comptant provenant de la vente des coupons pourrait constituer une dot, peut-être suffisante pour lancer le couple en affaire.

Les enfants nés dans ce système proviendraient de milieux plus riches, donc plus capables de s'occuper de ceux-ci. Ils deviendraient comparables à des yachts ou à d'autres biens de consommation de luxe; ceux qui pourraient engager le coût initial élevé seraient plus en mesure d'assurer les frais d'entretien. Mais les citoyens qui s'objectent déjà à ce que les yachts soient répartis de cette façon seraient complètement révoltés par une distribution identique des enfants! Des changements très radicaux dans les valeurs devront se produire avant qu'une telle suggestion soit prise au sérieux.

En tout état de cause le système nécessiterait une nouvelle méthode contraceptive hors du contrôle du couple. La surveillance des frontières nationales contre l'immigration illicite aurait sa contrepartie dans la surveillance des utérus nationaux contre la reproduction non-autorisée. Un dispositif devra être inventé afin de rendre les femmes temporairement stériles et serait administré à tous par l'intermédiaire de l'eau, ou d'une autre façon. C'est seulement en obtenant la permission d'avoir un enfant que les couples pourraient se procurer un antidote approprié.

Une autre façon de procéder serait une taxe fixée au niveau qui produirait la moyenne de deux enfants survivants par couple. Ceci nous ramènerait à des méthodes éprouvées et relativement fructueuses pour le contrôle de la population. Quand les écoles devaient être payées par les parents des élèves, et que n'existait pas de dîners gratuits, plusieurs dépenses (qui, aujourd'hui, sont du domaine public) devaient être encourues privément par les bénéficiaires. En fait il existait de lourdes charges sur les enfants au XIXe siècle en Angleterre et en France. Pouvons-nous restaurer le système du XIXe siècle sous la forme d'une taxe pour l'usager de l'école semblable à la taxe sur l'essence servant à la construction et à l'entretien des routes? Le fait que les personnes soient taxées différemment n'est pas en soi aberrant; les exemptions actuelles, qui sont des lois héritées d'une époque de sous-population, en fait, taxent les couples qui n'ont pas d'enfants. Le principe d'impôts et de taxes comme stimulants à la reproduction est bien établi dans nos lois mais le souci pour l'environnement pourrait inverser la tendance et imposer les surtaxes au plus prolifique plutôt qu'au plus prudent.

Cette approche qui consiste à faire payer aux parents le coût total de leurs enfants possède un désavantage sérieux: ce ne sont pas seulement les parents, mais aussi les enfants qui en partie ou en totalité paieraient. Il ne faut pas décourager les parents d'avoir des enfants par des moyens qui résulteraient en une nourriture et une éducation moindres pour les enfants déjà nés.

Un subside pour ceux qui n'ont pas d'enfants serait plus attrayant qu'une taxe à ceux qui en ont. Les femmes seraient invitées à s'enregistrer pour le paiement et à retourner au bureau d'enregistrement, tous les 4 mois par exemple, afin de subir un test de grossesse. Après un nombre acceptable de telles vérifications, elles pourraient réclamer leur subside. Etant donné qu'une femme peut être

féconde plus de 30 ans, et que 10 ans sont amplement suffisants pour contribuer à une surcharge dangereuse pour l'environnement, le subside annuel pour la non-reproduction devra être gradué vers le haut. L'administration des subsides offrirait des problèmes inconnus au département américain de l'agriculture qui a longtemps payé les fermiers pour qu'ils laissent leurs terres non cultivées, année par année.

Cette discussion voulait seulement montrer les dilemmes posés par le désir des couples d'avoir des enfants face à l'incapacité pour la surface de la terre de contenir plus qu'un certain nombre de personnes. L'équilibre, dans toute l'histoire passée, a été maintenu par les maladies contagieuses; maintenant qu'elles ont été substantiellement vaincues, nous avons besoin d'un équivalent moral à celles-ci. Ceux qui trouvent répugnantes les suggestions ci-haut, comme c'est le cas de l'auteur, doivent se demander si elles sont aussi pénibles que le retour des maladies ou de la famine.

Descriptions alternatives

Ma description de la relation entre la théorie démographique et le monde réel et d'autres disciplines aurait pu être basée sur d'autres exemples, plus familiers. Le point de vue de Malthus selon lequel partout il existe une pression de la population sur les moyens de subsistance ou la théorie de la transition démographique selon laquelle un déclin de mortalité précède un déclin de la natalité avec l'avènement de la modernisation, sont sujettes aux mêmes réserves, ambiguïtés, et échecs de prédiction que ma proposition sur la relation entre la densité - ressource et le développement. J'ai évité ces approches parce que, à travers les décennies et les siècles, leur utilité et leurs lacunes ont été tellement répétées que nos oreilles y sont devenues insensibles. Par ailleurs, elles sont tellement devenues partie intégrante de notre pensée que nous pouvons difficilement nous représenter une image du monde de laquelle elles sont absentes.

Si minime soit l'aspect nouveauté de la notion d'un moment historique optimal pour le développement, elle procure une occasion de reconsidérer la question ancienne de savoir si la théorie démographique est possible, et, si elle est possible, quelle serait son utilité. C'était l'objet des paragraphes précédents.

*

Réflexions d'après-séance

L'idéologie chez les anciens et chez les modernes

Une fois sortis de notre étroit cadre démographique, nous nous apercevons qu'en démographie comme en maints autres domaines de la science sociale, la situation du théoricien conditionne toute théorie. Pour les grecs de l'époque classique, il existait un effectif idéal de la population, ni trop grand ni trop petit. Quand l'effectif est trop petit, la main-d'oeuvre est insuffisante pour remplir les divers postes dans la défense et dans la production, il manque de spécialistes dans les divers domaines afin d'assurer la vie, de la rendre productive et agréable. Quand la population est trop grande, on risque le désordre et le même contrôle ne peut plus être maintenu; l'électorat ne peut plus connaître les candidats aux offices politiques, et le choix électoral perd son sens. Il y a enfin des difficultés d'approvisionnement. Ainsi Platon calcule dans Les Lois que la population doit être de 5,040 citoyens affranchis, ni plus, ni moins.

La conception romaine de la population était tout à fait opposée. Ils ne considéraient aucun effectif trop grand. Le plus de Romains il y avait le mieux valait-il pour la civilisation et l'autorité romaines. Il était considéré comme décadent de restreindre la dimension des familles. Tandis que chez les Grecs plusieurs formes de restriction des naissances étaient approuvées, chez les Romains les moyens de prévention des naissances tel l'avortement provoqué étaient contraires à la loi, sinon aux moeurs. Cicéron représentait l'élite romaine quand il prêchait qu'il était immoral de restreindre la population et que cela

indiquait la décadence tandis que l'expansion de la population était un indice de sa vigueur.

Pourquoi existait-il de telles différences de point de vue entre les Grecs et les Romains, deux peuples de la même culture? On en devine la raison; Rome était devenue une grande puissance. L'équipement et la stratégie militaires des Romains étaient bien supérieurs à ceux de leurs voisins. Ils pouvaient absorber une main-d'oeuvre aussi grande fut-elle. Au pire, le surplus pouvait arracher aux barbares des territoires voisins qui suffiraient à son maintien. Aucune ville grecque ne pouvait utiliser si bien une grande main-d'oeuvre - ni leur territoire, ni leur marine ou leur organisation n'était suffisamment élastique. Ainsi, la pensée de Grecs et des Romains était soumise aux exigences de leurs conditions matérielles respectives.

C'est de cette façon que naît une tradition de pensée dans le domaine de la population. Jean Bodin, dont la croyance approchait celle des Romains à ce sujet, considérait la population comme la propriété du souverain et il plaidait donc son intérêt. Il fallait, dans cette interprétation, que comme le bétail, il y ait autant de personnes que possible. La pensée de Malthus, au contraire, dérivait des Grecs; il était nécessaire de se restreindre et de prendre garde contre les dangers du surpeuplement. Se peut-il qu'un peuple insulaire, entouré et protégé par l'océan, soit plus conscient des limitations spatiales qu'un peuple habitant un continent où il est entouré d'ennemis réels ou possibles? Tout peuple voisin représente à la fois une menace et une occasion de s'enrichir à condition que l'on dispose d'un potentiel supérieur.

Nous n'avons toujours pas échappé aujourd'hui aux influences idéologiques qui agissent dès le moment où nous abordons des problèmes actuels. Si nous fuyons l'idéologie, comme a dit M. Sauvy, si nous devenons aussi aseptiques que possible, il en résultera plutôt l'isolement que l'utilité. Les organisateurs de ce colloque ont posé

quelques questions relativement précises. La démographie est-elle une science sociale? S'est-elle suffisamment engagée dans la recherche causale? Est-il possible de lier la démographie à une théorie générale de la société?

En posant ces questions, les organisateurs ont raison de suggérer que si les démographes refusent de traiter des grandes questions de surpeuplement, de population et de développement économique, des relations entre les riches et les pauvres, dans la mesure où elles sont déterminées par leurs effectifs, ce domaine échoira aux personnes qui en connaissent encore moins que nous.

Je veux ainsi bien répondre aux questions posées par les organisateurs du colloque, mais de façon spécifique et dans l'ensemble d'une théorie concrète, mais laquelle? Une théorie bien connue et déjà répandue ne servira pas ici. Par exemple, la théorie de la révolution démographique a perdu son utilité au cours de maintes discussions, au point où on a cessé de l'écouter. Aux fins de cet exposé j'ai conçu une théorie pour cette occasion. Je n'ai pas suffisamment l'esprit créateur pour développer une théorie tout à fait nouvelle, et vous avez remarqué en fait que ma théorie est un assemblage de pièces détachées. Je l'ai présentée à cet auditoire afin que la discussion se dirige dans un sens utile. Il est peu probable que la théorie en sorte intacte, ni qu'elle soit acceptée comme l'unique manière d'aborder les problèmes de population et de développement économique. Elle sera plutôt l'objet de vos facultés critiques et vous invitera à les exercer et à les développer.

Les critiques auxquelles il a été fait allusion sont de trois catégories: que la théorie n'est que l'expression d'une idéologie, que les variables mentionnées peuvent jouer un rôle inverse à celui qui leur a été attribué, enfin que d'autres variables encore inconnues pourraient dominer celles qui sont reconnues. Nous allons revenir sur chacune de ces critiques.

Il est certainement vrai que la théorie demande une perspective qui ne convient pas aussi bien à un Indien qu'à un Canadien. L'idée même qu'il y ait un certain moment favorable encourage le Canadien qui se rappelle ses énormes ressources naturelles, mais décourage l'Indien. Il se peut que l'on interprète la condition de l'Indien comme une autre justification pour hâter l'acceptation des méthodes anticonceptionnelles, et non pas de la façon la plus subtile. Une théorie qui avantage les siens et qui est décourageante pour les autres tout en dirigeant ces autres vers des actions qu'ils n'ont pas voulu jusqu'à présent entreprendre peut apparaître comme une idéologie.

Un argument plus urgent pourtant est celui qui propose qu'une population et son accroissement peuvent stimuler le développement. Ceci est à la base de la théorie qui contrarie la nôtre et qui fut élaborée autrefois par Kurkheim et de nos jours par Boserup et par Hirschman. Si la population et son effectif stimulent le développement au lieu de le retarder, et si la population prend un rôle actif, à ce moment une rétroaction positive agit dans le sens du développement, et toute la structure de la figure 1 et la notion du point optimal sont détruits. Tout ce que l'on peut en dire est que les conditions sous lesquelles la population est une force positive n'ont pas encore été démontrées.

Enfin, la théorie fait abstraction de facteurs qui sont peut-être très importants en réalité. Elle nous offre au plus, il est vrai, la possibilité d'obtenir un résultat des données. Il se peut que les variables plus importantes soient celles de l'éducation, de la religion, et de la culture inculquée par la famille pendant les premières années de la vie chez l'individu. Si dans le monde réel ces facteurs ainsi négligés et éliminés sont en effet plus importants que les facteurs que la théorie reconnaît, où est son utilité? Nous sommes obligés d'avouer alors qu'une fois les facteurs importants découverts, la population, devenue facteur d'une importance mineure, méritera l'oubli.

Les théories de la population qui circulent dans le monde démographique sont assez simplistes. J'ai pu parler avec des biologistes dont j'ai obtenu une explication basée sur la notion d'une population maximale pour un espace vital. Chaque territoire et chaque pays a une limite supérieure déterminée de son effectif possible, compte tenu des ressources dont il dispose et des moyens de subsistance.

Les démographes pourtant se sont abstenus des grands débats. Qu'ont-ils apporté à l'étude des problèmes de la pollution, de la crise énergétique, de la menace de famine en Afrique et aux Indes...? Ils ont laissé ces problèmes à d'autres, professionnels et laïques, et ils ont donc commis un acte d'oubli.